



POUR
RETRAITÉS

Dossier

Dossiers en panne : nos urgences

VUE D'ACTU

3 Imposer d'autres choix
Des retraité-es engagé-es
et mobilisé-es

ENTRETIEN

11 Patrick Hallinger
La nécessaire bataille
pour les services publics

CULTURE ET LOISIRS

14 L'Islande en littérature
Vue par les Français

La démocratie à défendre

Il est de l'intérêt du monde du travail, et donc de ses organisations syndicales, de défendre ses droits démocratiques au même titre qu'il défend ses droits sociaux. Tout se tient. La FSU est en tous cas fière de l'activité militante déployée pendant la période électorale en juin et juillet, période dramatique dans laquelle nous a précipité-es le chef de l'État avec la dissolution de l'Assemblée nationale. La FSU a pris ses responsabilités en s'engageant en faveur d'un programme, celui du Nouveau Front Populaire, seul à même de répondre à la désespérance sociale entretenue par les politiques libérales et qui contribue à nourrir la progression de l'extrême droite.



Benoît Teste

Secrétaire général de la FSU

Il ne s'agit que d'un soulagement, certainement pas d'une euphorie. L'extrême droite reste solidement enracinée dans le pays comme partout dans le monde, avec une audience électorale multiforme. Et le Président, loin de prendre la mesure de cette situation, a manœuvré pour maintenir coûte que coûte sa politique malgré sa défaite électorale et même, pour ce faire, n'a pas hésité à placer le nouveau gouvernement qu'il a nommé sous

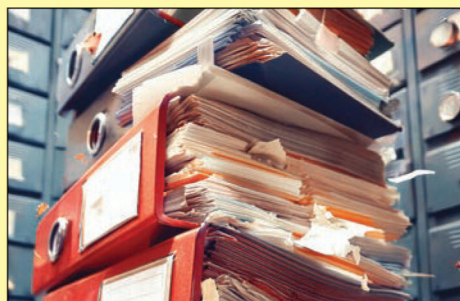
l'arbitrage du RN... Dans cette situation, c'est la question globale de la démocratie qui est posée. Démocratie politique mais aussi démocratie sociale : les élus, les représentants des personnels et des usagers devraient avoir de véritables droits décisionnels dans toutes les instances. L'argument du « mur de la dette » est utilisé pour s'opposer à toute autre politique que l'austérité permanente, les salaires et les pensions insuffisamment revalorisés, les services publics et la protection sociale sous-financés. C'est d'autant plus inacceptable que cette dette est issue de choix politiques qui assèchent sciemment les budgets. Déterminé-es, nous poursuivrons les combats contre cette politique, nous avancerons nos propositions et notre projet de société.

SOMMAIRE

■ VUE D'ACTU

- p. 3 **Imposer d'autres choix**
Des retraité-es engagé-es et mobilisé-es
- p. 4 **Montée de l'extrême droite**
Services publics dégradés : du carburant pour le RN
- p. 5 **Dossiers du HCFEA**
Garantir les droits des personnes âgées
- p. 5 **Le Service Public Départemental de l'Autonomie**
Loin de nos demandes
- p. 6 **Services publics**
Priorités en souffrance
- p. 6 **Indexation des pensions**
Pour le maintien du niveau de vie des retraité-es

■ DOSSIER



p. 7 à 10 **DOSSIERS EN PANNE : NOS URGENCES**

■ ENTRETIEN

- p. 11 **Patrick Hallinger**
À l'offensive
La nécessaire bataille pour les services publics

■ VIE SYNDICALE

- p. 12 **Le Groupe des 9**
Rentrée combative
- p. 12 **Les Journées d'automne**
des 10 et 11 octobre
- p. 13 **Congrès FSU 2025**
Stratégie pour l'avenir

■ CULTURE LOISIRS

- p. 14 **L'Islande en littérature**
Vue par les Français
- p. 15 **Du sel pour nos routes**
La Saline de Varangéville
- p. 16 **Faire prévaloir la fraternité**
Convoi pour Samarcande : un roman russe

POUR RETRAITÉS

Pages spéciales de la revue *POUR* n° 259 d'octobre 2024, revue de la Fédération syndicale unitaire (FSU), 22 rue Malmaison, 93170 Bagnoleux – Tél. : 01 41 63 27 30 – Fax : 01 41 63 15 48
Internet : www.fsu.fr – Mèl : fsu.nationale@fsu.fr – pour@fsu.fr
– N° CP : 0725 S 07429 / N° ISSN : 1246-077 X
Directeur de la publication : Benoît Teste
Ce seize pages a été coordonné par Lionel Allain, Marylène Cahouet, Michèle Olivain et Claude Rivé
– Illustration de couverture : © ASTERISME
– Impression : SIEP, Rue des Peupliers, 77590 Bois-le-Roi



IMPOSER D'AUTRES CHOIX

Des retraité·es engagé·es et mobilisé·es

Qui ose aujourd'hui contester la légitimité des aspirations des retraité·es ?
Nos initiatives syndicales y ont fortement contribué. Elles vont se poursuivre.

Éprouvés par des années de politiques niant leur appartenance pleine et entière à la société, les retraité·es se sont mobilisé·es en nombre en juin pour écarter les choix du Président de la République et empêcher le RN d'accéder au pouvoir. Leur colère est grande devant les artifices utilisés par Emmanuel Macron, pour poursuivre dans la même voie.

Des ruptures indispensables

Le maintien du pouvoir d'achat (et hélas le rattrapage des lourdes pertes subies par les retraités et pensions ces dernières années), l'accès pour toutes et tous à des soins de qualité et à des services publics à la hauteur des besoins d'une société riche et moderne vont dépendre du vote des lois de Finances et de Financement de la Sécurité sociale. Leur préparation par le gouvernement sortant (sorti ?) ne laisse planer aucun doute : l'austérité est promise au monde du travail dont les retraité·es font partie. Un Premier ministre issu

de la droite nommé avec l'assurance (la clémence) du RN de ne pas censurer son gouvernement changerait-il de politique ? Le débat qui court jusque dans le camp des libéraux sur l'éventualité de l'augmentation des impôts renvoie bien à une des clés de la crise sociale, économique et démocratique : impôts pour qui ? impôts pour quoi faire ? Après avoir nourri ces crises depuis tant d'années, après avoir profondément fracturé la société française, d'où vient l'obsession de Macron et des droites extrêmes ou non de nier le mouvement social et les principes démocratiques ?

C'est qu'on ne peut être gardien des intérêts d'une minorité de privilégié·es et des grands groupes financiarisés et en même temps garant de l'intérêt général ! Qu'il s'agisse d'écologie, de santé, de formation, de fiscalité, de transport, de logement, de nourriture, de sécurité (...), tous les domaines qui font nos vies sont mis à mal par les choix faits à l'opposé des principes d'égalité, de justice sociale, de



Les retraité·es se sont mobilisé·es en nombre en juin pour empêcher le RN d'accéder au pouvoir.

© Jeanne Menjoulet / Flickr.fr

solidarité, et qui ne respectent pas les libertés individuelles et collectives.

La responsabilité cruciale du syndicalisme

Les retraité·es de la FSU se sont engagé·es dans la mobilisation du 1^{er} octobre.

Avec le Groupe des 9, l'heure est à développer une campagne nationale pour dénoncer déserts médicaux, dépassements d'honoraires, coûts des médicaments et forfaits, situation des personnes âgées dépendantes. Conquérir le droit pour chacune,

quels que soient ses revenus, son lieu de résidence, de se soigner dans de bonnes conditions est une exigence. Le remboursement des soins prescrits à 100 % par la Sécurité sociale en est la condition.

Retisser les solidarités à l'opposé de la recherche de profit et du pouvoir pour quelques-uns, répondre aux besoins sociaux en excluant toutes les concurrence, c'est imposer de multiples ruptures avec les choix politiques de ces dernières décennies.

Dans la tourmente de cet automne, nos revendications sont d'une actualité brûlante et constituent plus que jamais un repère solide. ♦

Marie-Laurence Moros
et Claude Rivé



D'où vient l'obsession de Macron et des droites extrêmes ou non de nier le mouvement social et les principes démocratiques ?

© Jeanne Menjoulet / Flickr.fr

MONTÉE DE L'EXTRÊME DROITE

Services publics dégradés : du carburant pour le RN

Quand la vie quotidienne devient un parcours semé d'embûches, quand les services à la charge de l'état se raréfient et ne sont plus disponibles à proximité, le ressentiment gagne des tranches nombreuses de la population. Le Rassemblement national a tiré bénéfice de ce sentiment de déclassement.

Près de trois millions de voix au premier tour des élections législatives de 2002 pour le Front national, plus de dix millions de voix lors du même scrutin pour le Rassemblement national en 2024. Des chiffres qui horrifient, mais qui, après des hauts et des bas, s'installent durablement, comme presque partout en Europe.

Le RN obtient des scores particulièrement élevés dans l'Est et le Nord de la France ainsi que sur toute la façade méditerranéenne. C'est dans les grandes villes que ses scores sont les plus bas. De nombreuses analyses ont vu le jour suite aux diverses séquences électorales : qui est l'électeur du RN ? Où vit-il ? Que fait-il ? Si en 1984 (irruption du FN dans les élections nationales), l'électeur est « *ancré au sein des catégories populaires, marqué par un fort tropisme masculin et s'appuyant territorialement sur des bastions bien définis* », la situation n'est plus tout à fait la même : vote plus important de la part des femmes, progression du vote dans toutes les classes d'âge, toutes les catégories socio-professionnelles (avec des nuances concernant le niveau d'étude). Géographiquement, le vote RN progresse énormément dans les zones rurales, dans les communes de petite taille et dans celles de moins de 5 000 habitant-es.

Les territoires laissés pour compte

Pour Jérôme Fourquet, sondeur et analyste politique, la disparition



Il faut nous battre pour rétablir partout des services publics de proximité à la hauteur des besoins.

des services publics est « *le carburant électoral du RN dans les petites villes et les villages* » : les petites préfectures ou sous-préfectures ont vu la disparition des tribunaux de grande instance, la suppression des agences de la Banque de France, la disparition des commissariats. Tout ceci concourt à donner à la population le sentiment qu'elle est considérée par le pouvoir comme peu importante, de seconde zone. Dans le même temps, concernant la vie quotidienne, des maternités, des services d'urgence, des classes, des écoles, des collèges, des centres des impôts sont supprimés ou « restructurés », aggravant ce sentiment des habitant-es d'être des laissées-pour-compte.

La suppression des bureaux de poste, emblématiques du lien national, illustre le désengagement de l'État et ajoute à la sensation de déclassement. En fonction de l'existence ou non d'un bureau de poste dans les communes de moins de 1 000 habitant-es, l'IPSOS a évalué l'augmentation du vote RN à 3,4 points en 2024.

Indispensables services publics

Dans des territoires, déjà confrontés à des difficultés socio-économiques, les habitant-es sont obligés de parcourir des kilomètres pour accéder à leurs droits, les succédanés de services publics (Maisons France Service) ne pouvant résoudre tous les problèmes.

Le RN exploite opportunément le sentiment d'abandon et de déclassement qui en résulte, en se

présentant comme le grand défenseur des territoires ruraux et périphériques. Pourtant, selon les chercheurs Louis-Samuel Pilcer, Francis Soulas et Riwan Yahmi, le programme économique du RN entraînerait la poursuite du démantèlement des services publics. Les baisses d'impôts ne concerneraient que les plus riches et entraîneraient le démantèlement de nombreux services publics indispensables pour garantir l'accès des Français à la santé, à l'éducation et aux mobilités.

Pour contrer le gouvernement dans ces territoires ruraux délaissés, il faut nous battre pour rétablir partout des services publics de proximité à la hauteur des besoins.

Les services publics, « *c'est la richesse de ceux qui n'en n'ont pas !* » ♦

Nadine Castioni

DOSSIERS DU HCFEA

Garantir les droits des personnes âgées

Les dossiers HCFEA (Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge) sont riches en études et statistiques. Souvent les avis émis rejoignent nos analyses et positions. C'est un point d'appui important.

Deux sujets ont été récemment traités.

Panorama des comportements conjugaux et configurations familiales chez les seniors

La période actuelle est marquée par un fort vieillissement de la population ainsi que par des modifications juridiques et sociétales. S'y ajoutent la dégradation des conditions de vie et de travail et la réforme des retraites porteuse de fortes régressions. Evolutions sociologiques : plus de 3 femmes sur 10 ont divorcé avant 60 ans en 2018 (1 sur 10 en 1990) ; les ruptures et les remises en couples (sous diverses formes) sont plus fréquentes, le nombre de veufs et veuves moins important que les divorcés. Les prospectives montrent que la proportion de personnes âgées seules notamment de femmes va augmenter.

Le fait de vivre seul·e ou en couple a des implications sur le niveau de vie et le mariage est la forme d'union la plus protec-



Défendre aussi la pension de reversion dont le HCFEA souligne le « rôle majeur ».

En cas de séparation, la baisse de niveau de vie est forte et plus durable pour les femmes et les situations de fragilité nombreuses d'où des départs plus tardifs à la retraite et le recours au cumul d'emploi-retraite. Le HCFEA confirme que la pension de réversion joue un « rôle majeur » pour assurer le principe de continuité du niveau de vie. Il souligne « l'importance de renforcer la capacité des femmes à acquérir des droits propres durant leur carrière ».

Le rapport étudie aussi les maltraitances conjugales (10 % de femmes de 60 ans et plus concernées en 2022) et appelle à une

mobilisation particulière d'information et d'accompagnement.

Fusion des sections « soins » et « dépendance » : projet de décrets et modalités expérimentales

La fusion concerne les EHPAD, les petites unités de vie (PUV) et les unités de soins de longue durée (USLD). L'article voté dans la LFSS 2024 met en place et à titre expérimental pour une durée de 4 ans à compter de 2025, un régime adapté de financement des établissements concernés. L'expérimentation dure 4 ans et est conduite dans 20 départements.

Dispositif :

- forfait global unique « soins et entretien de l'autonomie »,

tarif fixé nationalement. Ce forfait peut être baissé par l'ARS en cas de non respect des règles ;

- participation forfaitaire des résidents fixée annuellement par le ministère. Ce forfait est indépendant du niveau GIR et des ressources ;

- reste à vivre : au moins 121 euros par mois pour les personnes âgées (Aspa) et 305 euros pour les personnes en situation de handicap au minimum.

Si le HCFEA a donné un avis globalement positif avec réserves, CGT, FSU, FO, Ensemble et Solidaires, FGR-FP ont voté contre en dénonçant un projet qui va introduire des inégalités entre départements expérimentateurs ou non, qui n'apporte aucune amélioration au reste à charge (RAC) – et rien n'est dit sur le volet hébergement –, n'apporte aucune garantie de financement et comporte des dispositifs inacceptables. Les cinq organisations ont rappelé la nécessité d'un service public national de l'autonomie. ♦

Marylène Cahouet

LE SERVICE PUBLIC DÉPARTEMENTAL DE L'AUTONOMIE

Loin de nos demandes

Le Service Public Départemental de l'Autonomie (SPDA) est un nouveau dispositif simplifié d'aide en direction des personnes en perte d'autonomie.

Ce service est en expérimentation dans 18 départements dès le début du mois d'octobre 2024.

Son objectif principal est de faciliter l'accès à l'information, de simplifier les démarches pour les personnes âgées ou en situation de handicap, en appor-

tant une écoute et un accompagnement concret dans leur parcours, quel que soit l'objet de leur demande. Quatre missions se détachent :

- l'accueil, l'information, l'orientation ;
- l'instruction des droits ;

- le repérage, la prévention et l'« aller vers ».

- l'appui aux solutions concrètes. De nombreux dispositifs existent mais il y a peu de connexion entre eux. L'objectif est que chaque personne qui s'adressera à un des lieux reconnu (CCAS, France services, Mairie, MDPH...) puisse trouver un interlocuteur

qui prendra en charge les démarches à leur place. Espérons que ce dispositif sera à la hauteur des attentes ! Mais ce n'est pas le service public national de l'autonomie que nous revendiquons. ♦

Maryse Lecat

SERVICES PUBLICS

Priorités en souffrance

Avec la vacance du pouvoir pendant plus de trois mois, de nombreuses décisions urgentes sont toujours en attente.

A lors que le « nouveau » gouvernement Barnier-Macron se met en place, la presse révèle la situation dramatique des EHPAD, et ce n'est pas le seul des nombreux dossiers concernant les services publics et les besoins de la population, scandaleusement laissés en jachère par le gouvernement démissionnaire.

Parmi les plus criants :

- ▶ Le logement et les tentatives de démanteler la loi SRU alors que la crise s'accroît, que l'on compte de plus en plus de mal logés... ou de gens

– et des enfants – à la rue ! Le projet pour améliorer le logement intermédiaire est à l'arrêt.

- ▶ L'hôpital en souffrance et des projets bloqués (comme la partie de la loi Valletoux qui devait obliger les cliniques privées à "soulager" l'hôpital public en les obligeant à des permanences de soin) et là aussi le nécessaire rééquilibrage entre privé lucratif et public.
- ▶ Le projet de loi sur la fin de vie : abandonné au milieu du gué.
- ▶ L'Éducation Nationale avec

l'avenir des dossiers rejetés par les organisations syndicales qui devaient être "revus" (groupes de niveau, réforme des programmes et du Brevet, formation des enseignants, Parcoursup, financement du privé lucratif...)

- ▶ Le privé supérieur lucratif qui bénéficie à plein des financements publics : projet d'un label de qualité des formations.
- ▶ Les bourses étudiantes en attente alors que la précarité étudiante augmente considérablement.
- ▶ La réforme suspendue de la

lutte contre le crime organisé (lié à la mort de deux agents pénitentiaires) et la corruption.

Ce sont tous des sujets importants et vitaux pour le fonctionnement des missions de service public. Et le nouveau tandem Barnier-Macron n'a visiblement pas l'intention d'abandonner... ou de supprimer toutes les mesures adoptées sous le tandem Attal-Macron. Sur ces dossiers, devra s'exercer la mobilisation des personnels et de leurs organisations syndicales. ♦

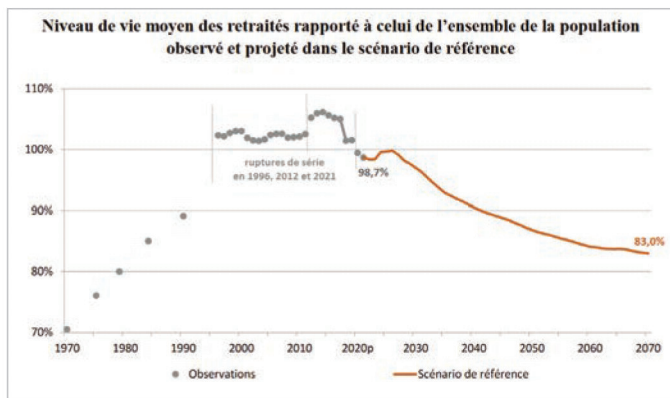
Michel Angot

INDEXATION DES PENSIONS

Pour le maintien du niveau de vie des retraités

La réalité, comme les chiffres, montre la tendance à la paupérisation des retraités : toujours plus de difficultés pour faire face aux dépenses contraintes, aux aléas de la vie. Une réalité à faire prendre en compte.

Depuis 1987 la revalorisation des pensions ne suit plus l'évolution prévisionnelle du salaire brut moyen mais celle de l'indice des prix à la consommation de l'Insee avec ajustement. En janvier 2018, l'article L. 161-25 du code de la sécurité sociale fixe son montant en calculant la moyenne des douze derniers indices mensuels relativement à celle des douze mois précédents. Jusqu'en août 2023 l'inflation s'accroît et entraîne une perte de pouvoir d'achat de 9,1 %. Ensuite elle ralentit et la revalorisation des pensions de 5,3 % en janvier 2024 ne compense pas la perte antérieure du pouvoir d'achat. Fin août 2024, on estime la perte à 5,9 %



Rapport annuel du COR – Juin 2024.

En juin, le Conseil d'Orientation des Retraites a retenu le scénario de 1 % avec une chute à 83 % par rapport à celui de l'ensemble de la population en 2070.

(7,8 % pour celles et ceux ayant subi la hausse de la CSG en 2018), l'écart va continuer de

croître jusqu'au 1^{er} janvier 2025, date théorique de la prochaine revalorisation. Lors des élections

législatives, la liste du Nouveau Front Populaire a annoncé vouloir indexer les pensions de retraite sur les salaires. Selon l'Institut Montaigne, si la hausse des prix suit la tendance prévue par la Banque de France, le surcoût de cette mesure serait d'environ 13,4 Md€ sur trois ans d'ici 2027, dont 6,6 Md€ en 2025 (en raison de la revalorisation du Smic à 14,4 %), puis 3,4 Md€ en 2026 et 3,4 Md€ en 2027. Le NFP a des prépositions de financement. Le Groupe des 9 maintient sa revendication d'augmentation de 10 % des pensions avec indexation sur l'évolution du salaire moyen et rattrapage des pertes subies. ♦

Claude Courivaud

DOSSIERS EN PANNE : NOS URGENCES

Dossier réalisé par Marylène Cahouet, Monique Degos-Carrère, Marie-Laurence Moros, Hervé Lelourec, Gérard Pigois, Daniel Rallet, Claude Rivé

« En France, ce pays où les seniors sont (presque) rois. »* Vraiment ?!

Le déni du réel et du quotidien de la majorité de la population est une des caractéristiques du cap néolibéral de Macron qu'il veut maintenir à tout prix. Des dossiers lourds, essentiels pour les retraité-es, sont totalement bloqués par les choix politiques d'austérité, de réduction des dépenses publiques et de démantèlement des services publics. Or, il y a urgence à apporter des réponses à des besoins vitaux (alimentation, transports, logement, accès à la santé et aux soins...) en lien avec la nécessaire amélioration des pensions et du pouvoir d'achat. Il est impératif de sortir certain-es retraité-es de la pauvreté et de la précarité grandissante et d'assurer à toutes et tous une vie décente.

Des problèmes aigus

Le vieillissement de la population, ça existe, de même que les patient-es sur des brancards aux urgences dans les couloirs de l'hôpital public, dont certain-es, âgé-es, sont décédé-es cet été. La dégradation de la solidarité dans le système de santé, beaucoup de retraité-es la vivent et renoncent à se soigner. Ils et elles sont menacé-es par l'inflation du coût de la vie, sont contraint-es de changer leur mode de consommation et ont recours aux associations d'aide caritative pour se nourrir. Le logement reste une dépense majeure : toutes et tous les retraité-es ne sont pas des propriétaires privilégiés et dotés de rentes immobilières. Les transports sont une charge lourde avec des prix qui flambent (trains, péages autoroutiers, transports collectifs en ville...). La desserte en milieu rural et péri-urbain est souvent problématique, en particulier pour des personnes âgées isolées.

Les retraité-es, les oublié-es des politiques

Les retraité-es subissent la sempiternelle politique des rustines et les reports successifs de réformes ambitieuses, c'est à dire ayant l'ambition de transformer le réel vers plus de justice sociale. La loi du « Bien vieillir » en lieu et place d'une loi « Grand âge » de programmation en est un bon exemple.

Frédéric Monlouis-Félicité, auteur d'un essai *La guerre des générations aura-t-elle lieu ?*, parle « d'une préférence française pour les vieux » en affirmant « qu'aujourd'hui on a un système politique qui fait de la redistribution intergénérationnelle à l'envers ». Au-delà d'exacerber une opposition entretenue avec les jeunes, ce constat ne résiste pas à l'épreuve de la réalité sociale. ♦

* Titre d'un article du *Monde* du samedi 14 septembre 2024, p. 16

JUSTICE FISCALE

Pour sortir des crises

Pour combler le déficit public creusé par les privilèges accordés aux plus riches et aux multinationales, les gouvernements d'Emmanuel Macron n'ont cessé de s'attaquer aux dépenses publiques : retraites, assurance chômage, services publics, Sécurité sociale, transition écologique...

En 2024, selon Challenges, 500 personnes détiennent 45 % du PIB (contre 10 % en 2009). L'impôt sur le revenu ou sur la fortune représente une fraction négligeable de leurs revenus globaux. Ils contrôlent plus souvent des sociétés sans distribuer les revenus qu'elles génèrent. La suppression de la progressivité de l'impôt sur les revenus du capital pousse à l'accroissement de la distribution des dividendes. L'ensemble du taux des impôts personnels fortement régressif ne représente plus que 2 % pour les 0,1 % les plus riches.

Cette politique fiscale mine le consentement à l'impôt, élément clé d'une société démocratique. Privilégiant la course aux profits au détriment du bien commun, les détenteurs de la fortune s'affranchissent des règles s'appli-



quant au reste de la population. Et ils achètent du pouvoir économique, médiatique, politique. En même temps, les situations de précarité et de pauvreté s'aggravent. Pour sortir des crises économique, sociale, démocratique, il faut :

- imposer un barème progressif de l'impôt ;

- réexaminer l'ensemble des niches fiscales ;

- instaurer un impôt sur la fortune avec une assiette élargie, renforcer les droits de succession et donation, augmenter l'imposition sur les dividendes des actionnaires ;

- s'attaquer à l'évasion fiscale. Sous la dépendance des grands

groupes et des privilégiés de la fortune, les libéraux se montrent incapables de refonder les règles fiscales. C'est pourquoi ils utilisent tous les stratagèmes pour imposer la poursuite de leur politique quel que soit le verdict des urnes. ♦

INFLATION ET TRANSPORTS

Le droit de se déplacer

L'indispensable mobilité de la population – notamment en milieu rural – demande que soient pris en compte les besoins de toutes et tous, retraité-es compris et personnes handicapées. Et pour répondre aux impératifs de réduction des effets nocifs pour l'environnement, il importe que les pouvoirs publics mettent à disposition des solutions accessibles.

La forte hausse des énergies fossiles ces dernières années a eu pour conséquence directe que l'utilisation des véhicules automobiles individuels a compté cher dans le budget des ménages : selon le site France Stratégie, entre 2017 et 2022 le carburant entrait pour 29 % dans la dépense transports et il avait augmenté de 48 %. La même étude permet de voir que la dépense totale transport représente une part importante

du budget des ménages (en moyenne environ 11 %).

Concernant les transports collectifs, et en premier lieu le train, nous, retraité-es qui l'utilisons souvent, sommes bien placés pour constater que le prix du billet a nettement augmenté, qu'il s'agisse des grandes lignes ou des lignes régionales : en 2023, les billets de TGV ont augmenté en moyenne de 7 %, plus que l'inflation moyenne située à 4,9 %

et les billets OUIGO ont même pris 10 %. Cette flambée des prix est perçue de façon accentuée à cause d'un système opaque de tarification extrêmement variable selon les heures et les jours pour un même trajet.

Dans le même temps, le service s'est dégradé car l'offre de places est devenue insuffisante pour la demande : sauf à s'y prendre plusieurs semaines à l'avance, il est fréquent de se trouver sur le site

de la SNCF avec tous les trains affichés complets. L'autorité de régulation explique cette raréfaction par les grèves mais le facteur principal est plutôt le manque de rames disponibles.

Il est navrant que la tendance à utiliser les transports collectifs soit contrariée par la cherté et le manque de place. C'est en contradiction avec les discours sur l'écologie et la lutte contre le dérèglement climatique. ♦

AGRICULTURE

Changer de modèle

Le droit premier d'accéder à une nourriture saine et suffisante est à la base même de la vie. Pour les retraité-es, ce n'est pas une réalité pour toutes et tous, pour cause de retraite insuffisante et d'inflation. Et le monde agricole, prisonnier de choix économiques et politiques, souffre aussi.

Au pays de la gastronomie, on mange de plus en plus mal... et ce n'est pas la supposée baisse de l'inflation des prix de l'alimentation annoncée ces derniers jours qui va changer le constat ! Bon nombre de citoyen-nés, parmi lesquelles beaucoup de retraité-es, font face à la difficulté croissante de se nourrir correctement : 1 français sur 4 a du mal à pouvoir manger 3 repas par jour. 8 millions de personnes ont moins de 3 € par jour pour se nourrir alors que les recommandations nutritionnelles sont estimées à 3,5 € par adulte pour 3 repas.

Acheter et consommer 5 fruits et légumes par jour, comme le suggèrent les messages de prévention, représente, selon une enquête de *Familles Rurales*, entre 5 et 16 % du SMIC net mensuel pour une famille de 4. Justifiée sur le plan de la santé, cette injonction reste inaccessible pour nombre de citoyen-nés par-

ce qu'incompatible avec le niveau trop faible des pensions, des salaires et des *minima* sociaux.

La question de l'égalité d'accès à une alimentation de qualité pour toutes et tous devient une urgence sociale et pour y répondre, c'est bien d'une réorientation radicale de notre modèle productiviste de production agricole et de la grande distribution que nous avons besoin.

L'industrialisation de l'agriculture, les stratégies de prix bas de la grande distribution ne répondent en rien aux besoins et aux attentes des citoyen-nés et de la société concernant l'origine, la qualité, le mode de production et de transformation des produits alimentaires ainsi que leur impact sur l'environnement. La liste est déjà trop longue des méfaits de ce modèle agro-industriel: disparition des exploitations agricoles (-100 000 ces 10 dernières années), maltraitance des



C'est bien d'une réorientation radicale de notre modèle productiviste de production agricole dont nous avons besoin.

salarié-es de l'agroalimentaire, maltraitance des animaux d'élevage, utilisation massive de pesticides au détriment de la santé et du respect de la biodiversité, importations au coût social et environnemental désastreux... (1 poulet sur 2 consommé en France est importé !).

Il est grand temps de trouver le chemin de la bifurcation écologique de l'agriculture pour satisfaire les besoins des citoyen-nés et en finir avec la logique du profit et de l'accaparement de la richesse agricole par les grandes firmes. Parmi les pistes pour y parvenir : réorienter les aides de la politique agricole commune en favorisant les systèmes de production vertueux, notamment l'agriculture biologique et locale, favoriser l'accès au foncier pour l'installation des jeunes agriculteurs sur des exploitations à taille humaine, rémunérer à sa juste valeur le travail des paysan-nés, donner la priorité aux établissements agricoles publics pour former les futur-es actrices et acteurs du monde agricole.

Le projet de création d'une Sécurité sociale de l'alimentation constitue aussi une piste innovante pour garantir le droit à une alimentation saine pour toutes et tous. 📌

LOGEMENT

Garantir un toit

La crise du logement se durcit. C'est pour une partie de la population une préoccupation majeure voire une angoisse.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes*. Scandale notoire : à la mi-août, 2 043 enfants restaient sans solution d'hébergement après avoir sollicité le numéro d'urgence 115.

Conséquences terribles sur la scolarité de ces jeunes, sur leur santé, dans une situation d'insécurité permanente.

En cause : une politique scan-

daleuse qui ne construit pas de centres d'hébergement ni de cités universitaires ni de logements sociaux et allège les obligations des communes en la matière. C'est la loi scélérate Kasbarian qui multiplie les expulsions, ferme les squats (souvent dernier refuge pour ces populations). Le mal logement touche les classes moyennes.

Les personnes âgées connaissent aussi de nombreuses difficultés : logements inadaptés (souvent le coût de la rénovation est fort élevé), Ehpad vieillissés et structures collectives mises à mal et ce, en dépit de la priorité gouvernementale pour le maintien à domicile.

Satisfaction cependant, le Conseil d'État a annulé le dis-

positif qui permettait légalement l'accès à un logement insalubre. La lutte paie. Poursuivons les mobilisations pour le droit au logement. 📌

* 12,1 millions de personnes fragilisées par rapport au logement (chiffres 2024). 4,1 millions de personnes mal logées dont 330 000 SDF et 100 000 dans des habitations de fortune

CRISE DU SYSTÈME DE SANTÉ

Le pouvoir nous conduit dans le mur

Les défaillances du système de santé continuent à impacter durablement la population. Et les mesures prises dégradent encore l'accès aux soins et les garanties fondées sur les principes de la Sécurité sociale.

Dans leur tribune parue dans la presse*, André Grimaldi et Olivier Milleron considèrent que l'état déplorable du système de santé est le produit d'une crise systémique qui nous conduit à la catastrophe et que « *personne n'a jamais reçu un mandat des électeurs pour détruire le service public de santé et favoriser le développement des chaînes commerciales et financières* ».

Notre système de santé en crise

Les retraités, dont la santé est affectée par l'âge, sont particulièrement touchés par cette mutation. Les problèmes sont connus : crise de l'hôpital public sous-financé et soumis au critère de rentabilité, manque de personnels, déserts médicaux,

pénurie de médecins et de médicaments, dépassements d'honoraires, liens défaillants entre hôpital et médecine de ville, nombreux clausus supprimés mais remplacés par une limitation déterminée par les Universités. Quant au secteur de l'autonomie, il est au bord du gouffre, faute d'une loi toujours retardée. L'actuel Premier ministre entend poursuivre cette politique irresponsable en se réfugiant derrière le déficit budgétaire pour aggraver la situation et maintenir l'On-dam (Objectif national des dépenses d'assurance maladie) à un niveau insuffisant.

Combattre le recul de la Sécu

Le coût de la complémentaire santé, pourtant indispensable si l'on veut se soigner, ne cesse

d'augmenter. La réforme de la PSC va dégrader la situation, notamment pour les retraités dont l'augmentation des cotisations, déjà proche de 10 % par an, va s'aggraver dans le dispositif d'adhésion à un contrat collectif, obligatoire pour les fonctionnaires, et d'adhésion individuelle facultative à des coûts élevés pour les retraités. L'opposition des retraités à cette réforme n'est pas seulement l'expression de la défense de leurs intérêts, c'est aussi et surtout la volonté de sauver les principes fondateurs de la Sécurité sociale, égalité et solidarité. La réforme PSC est incompatible avec ces principes lorsqu'elle renchérit le coût de l'accès aux personnes qui par leur âge sont les plus exposées au risque.

Elle traduit un nouveau recul de la Sécurité sociale et renforce la puissance des complémentaires santé orientées vers le marché et la rentabilité qui développent des protections coûteuses et inégalitaires. Contre ces évolutions, il y a un consensus très fort dans la société partagée entre l'indignation et la colère. Depuis quelques années la mobilisation des professionnels est forte, les mobilisations citoyennes fondées sur les territoires sont généralisées. Il est impératif de construire des actions unitaires qui rassemblent professionnel·les, assuré·es et élu·es dans un mouvement national d'ampleur sur la santé et la Sécu. ◆

* Libération du 29 août, lire aussi leur livre *Guide des intox sur notre système de santé*, Textuel

LES PROPOSITIONS DE LA FSU

Pour des services de l'État égaux et solidaires

La Fédération se bat pour que toutes les générations, y compris les retraités, bénéficient d'un niveau de vie suffisant, d'un accès aux soins et d'une protection sociale à la hauteur des besoins, et de services publics de qualité accessibles.

Il est temps de considérer la retraite comme une période de la vie après les temps de formation et d'activité professionnelle. Il est temps de considérer les retraités comme des citoyens à part entière. De ce fait, les retraités doivent pouvoir mener une vie satisfaisante, sans perte de niveau de vie.

C'est pourquoi la FSU revendique pour toutes et tous l'indexation de la pension sur le salaire moyen et le rattrapage des sommes perdues depuis des années.

L'âge aidant, les problèmes de santé s'accroissent souvent, aussi l'accès aux soins (tant sur le plan géographique que financier)

est une nécessité. La perte d'autonomie, même si elle ne touche qu'une minorité de retraités, exige une loi de programmation et de financement. Service public national de la perte d'autonomie et prise en charge à 100% des soins prescrits par la Sécurité sociale sont incontournables.

La FSU revendique aussi la présence de services publics, notamment de proximité, pour rompre l'isolement, faire respecter ses droits et vivre mieux. Mais face à une situation d'urgence, la seule réponse est une lutte durable, unitaire et déterminée. ◆

À L'OFFENSIVE

La nécessaire bataille pour les services publics

La question des services publics, facteurs d'égalité d'accès sur tout le territoire, s'impose plus que jamais dans le débat public. Pour la Convergence, Patrick Hallinger, son coprésident, répond à nos questions.

Quelle est la démarche de la convergence nationale de défense et développement des services publics?

La Convergence Services publics a été créée en 2005 à partir des nombreux collectifs constitués pour dénoncer les fermetures de services publics dans les territoires : trésoreries, maternités, gares, écoles... Dès l'origine, son action a visé à favoriser l'action commune des usagers avec leurs associations, des salarié-es avec leurs syndicats et des élu-es et forces politiques qui mettent les services publics au centre de leurs actions.

Bien des reculs ont été imposés, force est de constater, 20 ans après, que le tissu des services publics s'est considérablement affaibli, de même que ses valeurs, au profit d'une marchandisation de leurs activités rentables et d'une montée de

l'individualisme au détriment des solidarités.

La notion même de service public devient floue. Pour l'École, le président de la République déclare que le choix du public ou du privé relève de l'appréciation des parents. Il en est de même de l'hôpital et de bien d'autres activités. Le constat aujourd'hui montre cependant la limite de ces politiques libérales avec une perte d'efficacité globale.

Quelles appréciations de la situation actuelle?

Les choix budgétaires du gouvernement sont liés à ceux de l'Europe de la finance qui se sert des crises comme levier pour accélérer la fuite en avant libérale. Ainsi les budgets des États devraient d'ici 2027 s'inscrire dans les critères de Maastricht (déficit public sous les 3 % du PIB).

La conséquence est la mise en route d'un plan de réduction brutale et inédit des dépenses

publiques, de l'État et des collectivités locales. La Sécurité sociale comme la protection sociale sont en première ligne (retraite, dépenses de santé, chômage, etc.). Le discours de la ministre démissionnaire de l'Éducation, Nicole Belloubet, dénonçant l'insuffisance des crédits du ministère pour 2025, est édifiant ! Tous les ministères ont mis en haut de la pile des dossiers les plans de réductions d'activité, le gel d'emplois, le non renouvellement des contrats...

Les conséquences vont aussi peser sur l'activité économique du pays, l'emploi, les grands projets (ferroviaire, transition énergétique, climat...).

Comment faire?

Lors des dernières élections législatives, la question des services publics est réapparue, avec le pouvoir d'achat, au premier plan des préoccupations des Français. Le Nouveau Front Populaire a créé de l'espoir mais la droite et l'extrême droite restent majoritaires.

Cela montre l'ampleur de la question des alternatives. Parler des services publics, c'est parler d'autre chose que du tout marchand.

Dans ces moments particuliers de notre histoire, les valeurs républicaines d'égalité, de fraternité de solidarité doivent reprendre le dessus. C'est pourquoi la Convergence, lors des rencontres nationales de Lure en mai 2023, a lancé l'appel pour un *Nouvel élan pour les services publics*.

Nous appelons ainsi à la prise d'initiatives tout au long de l'an-



Patrick Hallinger, coprésident de la Convergence nationale services publics

née 2025 : assises, printemps des services publics..., dont chacun peut être à l'origine : collectif, association, syndicat, élu.e ou force politique. Dans chaque ville et village, chaque département, chaque région, comme au plan national, que voulons-nous pour nos services publics, là où nous vivons ? Quelle organisation, quel fonctionnement, pour l'École publique, la santé et la Sécurité sociale, pour les « nouveaux » services publics à construire (l'eau, l'alimentation, le logement)... ?

Les éléments du débat seront remontés au plan d'un territoire et au plan national. Ils permettront de peser, en tant qu'exigences, lors des prochains rendez-vous électoraux.

La Convergence nationale de défense et développement des services publics est disponible pour aider à l'organisation de telles initiatives. Elle portera et se fera l'écho de toutes les contributions qui lui remonteront et s'en fera l'écho. ♦

Propos recueillis par Marylène Cahouet

<https://www.convergence-sp.fr>
 Convergenceservicespublics@gmail.com

La Sécurité sociale comme la protection sociale sont en première ligne.



© Raivo / AdobeStock.com

■ **Des rencontres sur l'actualité**

La Palestine à la SFRD du Maine-et-Loire (49)

Pour faire vivre la SFRD-FSU 49, nous essayons d'organiser des rencontres débats sur un sujet d'actualité en partant d'un support audio-visuel. Cette année, nous avons choisi de parler de la Palestine. A Angers, comme partout en France, des rassemblements sont organisés tous les samedis. Les retraité-es de la FSU y sont souvent bien présent-es. Le 29 mai, après la projection d'un documentaire datant de 2014, « Palestine : l'impossible État ? », nous avons débattu avec le président de l'Association France Palestine Solidarité du Maine-et-Loire. Son intervention a permis de resituer les événements actuels dans

la durée, depuis la création d'Israël et même avant. L'horreur du 7 octobre ne peut pas justifier le massacre en cours à Gaza et en Cis-Jordanie occupée. Un constat clair et constant s'impose : Le peuple palestinien est privé de droits et d'espoir depuis des décennies dans des territoires occupés. Il faudra bien un jour que la communauté internationale impose une solution juste.

Didier Legeas

■ **Lutter contre les déserts médicaux**

Une conférence-débat en Charente-Maritime (17)

Dans la continuation du colloque de mai, pour rappeler les 10 ans du Groupe des 9, l'intersyndicale de Charente-Maritime a initié une conférence-débat publique sur les déserts médicaux avec comme

intervenant Christophe Prudhomme, le mardi 1^{er} octobre, date initialement prévue pour une mobilisation spécialement des retraité-es. De plus elle a lancé un questionnaire sur l'accès aux soins adapté au département, nous semble-t-il. Ce questionnaire est envoyé ou distribué à tous les retraité-es syndiqué-es mais aussi à celles et ceux que nous rencontrons sur les marchés, jusqu'au 1^{er} octobre.

Hélène Pognant

■ **À la reconquête du 100 % Sécu**

Un stage dans la SFRD du Doubs (25)

La FSU défend dans ses congrès un mandat de prise en charge à 100 % des soins prescrits. Mais ce mandat a du mal à vivre actuellement principalement avec les nouvelles attaques, telle que la

LE GROUPE DES 9

Rentrée combative

Face aux urgences sociales qui s'aggravent, les organisations de retraité-es poursuivent leurs mobilisations pour faire entendre leurs revendications.

Si les résultats des législatives n'ont pas donné de majorité absolue, deux enseignements pouvaient être tirés : une colère envers les politiques menées depuis près de quatre décennies et envers les partis traditionnels ayant participé au pouvoir et une évidence, les électeurs ne voulaient pas donner les clés du pouvoir au RN. Aujourd'hui, en nommant Michel Barnier comme Premier ministre, c'est un bras d'honneur à la démocratie que nous envoie Emmanuel Macron. Qui peut penser qu'un premier « sinistre », nommé avec l'assurance du RN de ne pas le censurer, changera de politique pour écouter ce qui s'est exprimé dans les urnes ? Le Groupe des 9 continue à se mobiliser. Et dans cette période trouble où tout un chacun pourrait se demander ce qu'il faut faire pour être entendu, la responsa-

bilité du syndicalisme va être des plus cruciales : les 9 comptent poursuivre et amplifier les mobilisations en cours, sur la santé et les pensions.

Les équipes locales continueront à collecter les questionnaires santé lancés en juin et développeront une grande campagne sur les difficultés d'accès aux soins ainsi que pour l'augmentation des pensions.

Pour donner une ampleur nationale à ces initiatives, en même temps qu'à Paris, les équipes départementales sont invitées à tenir des conférences de presse le 9 octobre. Déjà beaucoup de rassemblements ont eu lieu pendant l'été, il faut les faire connaître et les développer. Initiatives dans la durée en prévision d'une action nationale en novembre.🔴

Jean-Louis Trouinard



© DR

LES JOURNÉES D'AUTOMNE DES 10 ET 11 OCTOBRE

À l'initiative de la SFR, ces J.A. sont un rendez-vous important dans le calendrier syndical des retraité-es. Elles permettront d'échanger avec Benoît Teste sur l'actualité. Des dossiers essentiels, comme la santé et l'accès aux soins, seront traités lors de l'intervention de Christophe Prudhomme (CGT), porte-parole de l'Association des médecins urgentistes de France (AMUF). Une camarade de la CGIL, grand syndicat italien, nous dressera un panorama de l'Italie de Giorgia Meloni et des problèmes que rencontrent les forces sociales dans son pays. Une table ronde réunira les invité-es du G9 sur la place des retraité-es dans notre pays. Enfin, nous aborderons des questions internes avec, en particulier, la préparation du Congrès de la FSU et l'action. Un temps important où s'exprime la voix des retraité-es !

Marie-Laurence Moros

protection sociale complémentaire. Pour qu'il ne reste pas une sorte d'incantation vide de sens, il faut retravailler ce mandat, informer, faire de l'histoire. C'est pourquoi la SFRD et la FSU 25 organisent un stage sur la reconquête du 100 % Sécu, à destination des retraité-es et des actifs et actives, jeudi 10 octobre à Besançon. Au cours de ce stage, nous aurons l'occasion de présenter la Sécu et d'aborder les thématiques d'une véritable politique de santé. Nous préciserons ce que signifie la prise en charge à 100 % des soins prescrits, en rappelant les dégradations successives de l'accès aux soins et aux médicaments. Nous exposerons nos propositions pour stopper ces dégradations et améliorer les prises en charge. Nous discuterons du lien entre

mutuelles et syndicats. La protection sociale nous concerne tous, jeunes et ancien-nes jeunes, familles, personnes dépendantes, en activité ou pas. **Nadine Castioni**

■ **Une étape pour se mobiliser**
Un colloque en Seine-Maritime (76)
 À Saint Étienne du Rouvray, le 21 novembre, le G8 de la Seine-Maritime organisera un colloque sur la santé. Il se déroulera sur une journée. Trois tables rondes seront à l'ordre du jour : Dépendance, EHPAD, autonomie, loisirs-culture / Déserts médicaux, des moyens pour les hôpitaux / Quelle Sécurité sociale demain pour que la santé ne soit pas un coût, mais une réponse aux besoins ? Les animateurs et animatrices des

thématiques seront des acteurs et actrices du 76 dans la mesure du possible, évoluant dans le milieu de la santé. Le 16 octobre, une conférence de presse rendra publique cette manifestation. Une invitation annonçant la tenue du colloque parviendra aux syndiqué-es et aux adhérent-es des associations et des syndicats du G8. Ils, elles recevront un questionnaire individuel en lien avec les thématiques des tables rondes. Leurs réponses alimenteront les échanges. À l'issue de cette journée, un document sera rédigé et partagé.

Sonia Lejeune

CONGRÈS FSU 2025

Stratégie pour l'avenir

Pour chacun des thèmes de congrès, des textes préparatoires (thèmes 3 et 4 particulièrement pour les retraité-es) sont élaborés pour servir de tremplin à la discussion pour les syndiqué-es.

Les textes préparatoires du Congrès de la FSU sont porteurs d'idées fortes proposant une stratégie syndicale pour l'avenir. Lors des congrès départementaux, les syndiqué-es seront les premiers à amender et à enrichir les textes qui leur seront soumis. Les mandats, issus des textes adoptés lors du congrès, porteront la ligne politique syndicale pour les trois années à venir.

Dans le troisième thème est affirmé un projet de société défini par des thématiques proposées à la discussion. Quel modèle de société voulons-nous ? Quels moyens nous donnons-nous pour y parvenir ? Comment inclure notre modèle de société dans le cadre d'une bifurcation écologique ? Quelle protection sociale pour tous ? Comment reconquérir notre Sécurité sociale ? Quelle place et quels droits pour les retraité-es ? Une autre Europe est à penser ainsi qu'un autre monde. La démo-



Le thème 4 travaille sur le devenir de la FSU, à savoir une « FSU combattive, unitaire et engagée au quotidien ».

cratie est à retrouver ... Le thème 4 travaille sur le devenir de la FSU, à savoir une « FSU combattive, unitaire et engagée au quotidien ». Des questions se posent alors sur le positionnement face aux autres syndicats, au lien avec la CGT et Solidaires pour créer un nouvel outil syndical plus fort et plus déterminé. Quelle doit être notre position face aux politiques ? Doit-on les soutenir ? Les

pousser pour que nos revendications atteignent leur objectif ? Dans le même temps, nous voulons renforcer la FSU et son efficacité. Quels moyens nous donnons-nous, pour que les questions de protection sociale soient mieux traitées ? De quels outils de travail (secteurs, groupes de travail) avons-nous

besoin ? Quelle place doivent occuper les retraité-es dans ce renforcement de la FSU ? Comment créer du lien entre actives, actifs et retraité-es ? Autant de questions qui auront à être discutées et approfondies dans nos congrès départementaux. Les congressistes devront s'approprier et répondre à ces problématiques, et à bien d'autres. ♦

Sonia Lejeune et Maryse Lecat

L'ISLANDE EN LITTÉRATURE

Vue par les Français

C'est sans doute grâce au *Voyage au centre de la terre* de Jules Verne (1864), que vous avez comme moi découvert cette île. Elle a plus de liens avec la France qu'on ne l'imagine.



Vue de Reykjavik, prise par un Français, en 1845

Au cours du XIX^e siècle, l'essor de la pêche à la morue dans les eaux islandaises a poussé les autorités françaises à y assurer une présence. Les expéditions se sont multipliées. L'intérêt était scientifique, culturel, mais avant tout économique. C'est dans ce contexte que Jules Verne a écrit son livre, publié en 1864, en s'inspirant largement des chroniques de la visite historique du prince Jérôme (cousin de Napoléon III) à Reykjavik en 1853. Dans le roman, Axel, le narrateur, en donne une image misérabiliste, aux antipodes de la capitale en pleine expansion touristique d'aujourd'hui. Axel est étonné, car les quasi « esquimaux » qui vivent dans des huttes de tourbe et de

terre savent tous lire. Les Islandais actuels en ont hérité le goût de la lecture, plus que partout ailleurs.

Le cratère de Jules Verne

Le fameux volcan s'appelle en réalité le Snæfellsjökull (« montagne de neige du glacier »). Sa calotte glaciaire devrait disparaître vers 2050, à cause du réchauffement climatique. Le sommet est accessible aux randonneurs, mais les crevasses du glacier sont redoutables. Il ne faut pas se fier au vieux chasseur de renards, quand il raconte que le sauvetage d'une Française, il y a bien longtemps, s'est terminé dans la liesse générale, en poèmes et chansons. D'après lui, le volcan serait peuplé d'êtres surnaturels et insufflerait à qui l'approche l'énergie démesurée qu'il a emmagasinée en lui. Le prix Nobel Halldór Laxness (1902-1998), qui écoutait le chasseur de renards, a contribué dans son roman *Úa ou Chrétiens du glacier* (1968) à la réputation du lieu. En 1993, une foule d'illuminés y a attendu, en vain, l'arrivée d'extraterrestres. Comme on peut s'en douter, le cratère de Jules Verne est une fiction, mais non loin du volcan, après avoir descendu sous terre par un interminable escalier en colimaçon, on peut visiter un tunnel



Ancien hôpital français de Fáskrúðsfjörður avant restauration

de lave. L'occasion, en cas de panne d'électricité, d'y vivre la même terrifiante expérience d'obscurité absolue qu'Axel, quand il s'égaré loin de ses compagnons !

La vie des marins

Un autre livre, *Pêcheurs d'Islande* de Pierre Loti, (1886), a fait connaître la rude vie des marins, de leurs familles, et le sort tragique de nombre de ces « Islandais », comme on les appelait alors. La chanson de Théodore Botrel, *La Paimpolaise*, en témoigne (1895). Le souvenir de ces Islandais de Bretagne ou du Nord est toujours vivant sur l'île. Les pêcheurs avaient des contacts réguliers avec la population locale, ils communiquaient grâce à un sabir mêlant l'islandais aux divers patois qu'ils parlaient. Les traces de ce passé sont visibles sur place : tombes, villages « français », musées, même un hôpital restauré en hôtel de luxe. Des poètes islandais ont chanté ces marins. 400 bateaux ont disparu, 4 000 marins.

Images contrastées

Je passerai sur le *Han d'Islande* de Victor Hugo (1823), un horrible gnome qui boit dans le crâ-

ne de ses victimes. Heureusement que l'image des Islandais s'est améliorée depuis ! Quand Fred Vargas, dans *Temps glaciaires* (2015), envoie le commissaire Adamsberg en Islande, il s'y plaît tant qu'il ne veut plus revenir, dans le volume suivant. La place me manque, mais je ne peux pas laisser de côté Jean-Baptiste Charcot, le commandant du *Pourquoi-pas ?*. L'explorateur est connu et admiré de tous, là-bas. L'épave sanctuarisée de son bateau repose au fond des eaux depuis son naufrage, en 1936. ♦

Véronique Mercy

EN POÉSIE

« A Vik, dans le cimetière,
Des stèles vous remarquerez.
Il y a de hautes pierres
Avec des lettres dorées.

Mais celles que je préfère,
Tout au fond dans un coin,
Sont les tombes les moins fières,
Que l'on remarque le moins.

Des croix de bois, petites,
L'on y voit bien en paix.
Les mêmes lettres écrites
Pour tous : Marin Français. »

Guðmundur Guðmundsson,
poète islandais (1874-1919)
(cité dans *Les pêcheurs français en Islande* d'Elin Pálmadóttir).



Le Snæfellsjökull, un des 300 volcans islandais.

DU SEL POUR NOS ROUTES

La Saline de Varangéville

À Varangéville, en Meurthe-et-Moselle, à 15 km au sud-est de Nancy, se trouve la dernière mine de sel de France, toujours en activité.

Le début de l'exploitation remonte au milieu du XIX^e siècle par la création de la Société du « Comptoir de l'Industrie du Sel et de la Saline de Saint Nicolas-Varangéville » par Jean-Baptiste-Ernest DAGUIN, ingénieur de l'École Centrale de Paris. Au fil des années, la compagnie initiale passe dans le giron de différentes sociétés. Elle est actuellement exploitée par la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est (CSMSE).

Un travail réalisé en souterrain par des mineurs de fond

Le sel extrait des profondeurs est à 98 % utilisé pour le déneigement. Le reste est destiné à l'industrie chimique et au raffinage : fabrication de sels adoucisseurs, alimentation animale (pierres à lécher) ou humaine (sels nitrés de boucherie), etc. Le gisement, estimé à 4 000 milliards de tonnes, est un vaste ensemble sédimentaire souterrain représentant une surface



Vue aérienne de la saline de Varangéville.

de 230 km x 100 km sur une épaisseur de 90 m. La « roche » extraite est une évaporite ancienne formée au Trias, il y a 220-225 millions d'années : le sel gemme. Ce sel est exploité à une profondeur de 160 m, là où sa pureté est la meilleure à travers 100 km de galeries.

Par an, ce sont environ 400 à 500 milliers de tonnes de sel qui sortent de la mine de Varangéville. L'exploitation se fait selon la méthode dite des « piliers abandonnés » : des galeries horizontales sont creusées selon un maillage régulier, laissant entre ces galeries des piliers naturels qui assurent le soutènement.

Une bonne partie du sel concassé est directement stocké dans la mine, dans quatre chambres de stockage, d'une capacité de 10 000 tonnes chacune. Le sel est ensuite progressivement

acheminé, par bandes transporteuses, vers la surface pour un stockage dit « humide » en extérieur (90 000 tonnes) ou pour un stockage « sec » sous hangar (20 000 tonnes).

Une descente à 160 m de profondeur

Il est possible de visiter, sur réservation, les installations et la mine en activité. La visite débute

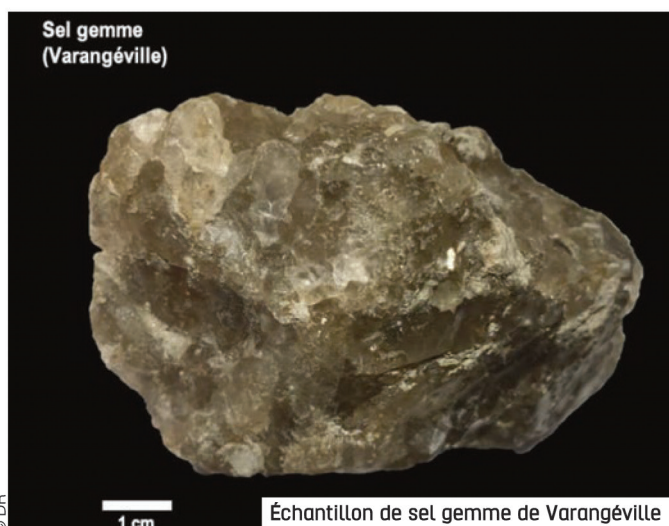
par une descente en groupe de cinq personnes dans la cage d'un puits et se poursuit à pied, dans les galeries souterraines, hautes de 4,50 m et larges de 13 m. ♦

Ghislain Gilot

Infos : www.visiteminevarangeville.com



Jean-Baptiste-Ernest DAGUIN 1819 – 1892



Échantillon de sel gemme de Varangéville

FAIRE PRÉVALOIR LA FRATERNITÉ

Convoi pour Samarcande : un roman russe

Écrivaine russe originaire du Tatarstan, Gouzel Iakhina poursuit la peinture des années noires de la région de la Volga dans les années vingt. Suite à une famine terrible, un convoi de 500 enfants s'élance pour un voyage de plusieurs milliers de kilomètres à destination de Samarcande. Ce périple aux heures tragiques de la grande histoire montre la capacité d'être humains à faire preuve d'humanité.

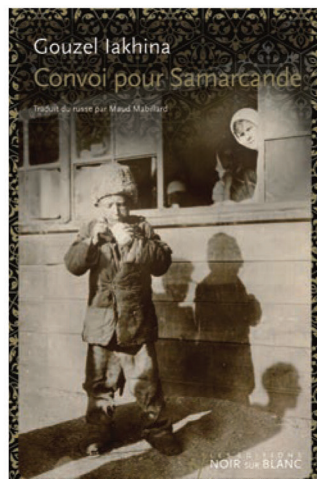
Début des années 1920. Les habitants des régions de la Volga subissent une famine assassine. Une énième famine qui n'a rien à envier à celles de la fin du XIX^e et de l'ancien régime, celui du tzar qui pourtant assurait des exportations massives vers les pays européens. Jusqu'à la première guerre mondiale. Une famine qui va alors se conjuguer avec des épidémies mortelles. Baisse de la production, paralysie des transports, guerre civile, embargo sur les médicaments, désorganisation de la production... Le nouvel État soviétique s'avère peu efficace, désorganisé. Les enfants meurent. Les mères préfèrent les abandonner pour un hypothétique avenir meilleur.

Des adultes, ambigus mais héros malgré tout

Le décor hideux est planté. Quant aux personnages, hargnards, ils rôdent dans l'Histoire où se cachent des héros tourmentés : Deiev, le chef de

convoi, Blanche (froide comme la neige), Boug, le vieil infirmier qui en a vu d'autres... Ensemble, ils vont partir pour deux semaines. Qui, en réalité, dureront plusieurs mois, traversant les terres de la Volga devenues stériles, des steppes de l'Oural au désert d'Asie Centrale. Le temps s'étire, paresseux autant que la « guirlande » – un train aux wagons anachroniques – sur les rails qui disent « Tur... Kes... Tan... Tur... Kes... Tan ». Deiev est le chef du Convoi pour Samarcande. Ancien soldat de l'Armée Rouge, il est chargé d'emmener 500 enfants des rues, de 2 à 12 ans, de Kazan vers Samarcande au Turkestan. Là-bas, ils pourront manger. Les accompagnent Blanche la (rigide) commissaire à l'enfance, Boug l'infirmier, le cuisinier, le conducteur du train. Il y a aussi les nurses : la veuve d'un pope, une ichtyologue, une couturière et Fatima « la princesse » tatare aux « cheveux noirs brillants ». Un « casting » hétéroclite, étonnant et détonnant qui donne parfois un effet de roman fantastique.

Chacun a son histoire tragique. Sa culpabilité en boulet que l'au-



Convoi pour Samarcande
Gouzel Iakhina
Traduit du Russe
par Maud Mabillard
Les éditions Noir sur Blanc
24/08/2023, 477 p.

trice dévoile patiemment. Mais tous sont déterminés à sauver les enfants. Le plus grand nombre d'enfants. Ceux qui meurent sont remplacés par d'autres trouvés sur le chemin. *Soustraction, addition*. Il y en a des milliers qui errent. Tous ces personnages font preuve d'humanité dans un monde glaçant. Car il faut trouver de la nourri-

ture, du savon, de l'eau. Aucun ne ménage sa peine. À chaque étape, c'est une nouvelle aventure qui nous fait rencontrer des personnages ambivalents : le chef cosaque cruel mais généreux, le brigand au grand cœur, l'officier et ses soldats...

Et puis, il y a les enfants

Ceux-là ont brûlé toutes les étapes de la vie. Devenus grands tout-petits. Ils ont oublié leur nom de baptême. En ont-ils eu un ? Ils s'appellent Abeille, Acrobate, Long-Nez, Fer à Repasser, Entrailles, Soupirette, Moineau, Rire de Cafard..., Senia le Tchouvache grabataire confronté à un pou grégaire, qui n'ira pas jusqu'à Samarcande – on ne peut s'empêcher de penser à Kafka. Et Zagreïga l'autiste qui suit Deiev comme son ombre.

Seul, Petit-coucou, le nouveau-né abandonné aux mains de Deiev, semble ne se soucier de rien.

C'est ce voyage que nous conte Gouzel Iakhina, d'origine tatare. Une écriture sobre, parfois emprunte de poésie. Troisième roman sur une trame historique, après *Zouleïka ouvre les yeux* et *Les Enfants de la Volga*. Si le récit est réellement éprouvant, l'humour involontaire des enfants, la naïveté de certains adultes, l'humanité qui se dégagent de ce roman pourtant très noir, procure des moments de respiration dans un monde qui en manque. ♦

Francine Barre



Nouvelles

Papillon, *Neva*, n° 2, 2014. traduction française : Filip Noubel, Andert-et-Condon, Editions Jentayu, 2021, p. 177-217

Le fusil, *Oktyabr*, n° 5, 2015

Romans

Zouleïka ouvre les yeux, traduction française : Maud Mabillard, Paris, Noir sur Blanc, 2017, 465 p.

Les Enfants de la Volga, traduction française Maud Mabillard, Lausanne/Paris, Noir sur Blanc, 2021, 505 p.

Convoi pour Samarcande, traduction française Maud Mabillard, Paris, Noir sur Blanc, 2023, 477 p.